

[Text]

serait identique pour tous. Nous n'accepterons pas une qualité de soins pour les riches et une médecine pour les autres.

M. Marceau: Madame le ministre, dans ces solutions envisagées pour essayer de diminuer ou de maintenir les coûts à des montants qui ne soient pas trop élevés, la politique de votre ministère est-elle d'encourager davantage les associations bénévoles? Quel rôle, au sein de votre ministère, jouent les associations bénévoles? Une de ces associations a justement fait des représentations; il s'agit de Sérena que le ministère a aidé à un certain moment. Cependant, il semblerait que cette aide diminue maintenant. Je trouve cela quelque peu surprenant, à prime abord, car je me demande si ces associations n'existent pas, justement, pour aider à diminuer, à longue échéance, le coût des services de santé, par leur implication. Cependant, on diminue l'aide à ces groupes. Quelle est la philosophie du ministère à ce sujet?

Mme Bégin: Au sujet des organisations bénévoles à caractère national, ou l'équivalent, et Sérena fait plutôt partie de cette catégorie, notre philosophie est de tout faire pour les aider. C'est le secteur privé des affaires sociales; ce sont elles qui prennent les risques que les gouvernements ne prennent pas, et ce sont toujours elles qui sont les meilleurs agents..., et j'ose employer cette expression..., du changement social. En général, c'est notre philosophie.

Le budget général pour ces associations est de 2.5 millions de dollars, mais j'ai le plaisir de confirmer aujourd'hui que je reviendrai devant le Comité lors de l'étude des prévisions budgétaires supplémentaires, car j'ai obtenu du conseil des ministres, une somme additionnelle de 3.2 millions de dollars. Donc, l'ensemble des associations de bénévoles, nationales, recevant déjà des *sustaining grants*, des subventions de soutien, ainsi que celles que nous ne pouvions pas accommoder, et il y en a beaucoup, vont toutes être invitées, Sérena inclusivement, à présenter leurs demandes à notre comité spécial formé de gens de mon Ministère et des spécialistes de l'extérieur, qui analyseront toutes les demandes du domaine de la santé et du bien-être, qui compareront ces associations entre elles et qui leur attribueront ces nouveaux fonds qui sont plus que le double de ce qu'elles recevaient déjà. Je trouve cela très important.

M. Marceau: Merci, madame le ministre.

Je voudrais dire, pour ceux qui en doutent, que la question ne m'avait pas été pointée! C'est une information qui m'est communiquée sans avis préalable.

Madame le ministre, dans le domaine des pensions, il se fait beaucoup de travail; vous avez publié des ouvrages et un comité a été formé à cet égard. J'ai eu l'occasion, lors de la dernière fin de semaine, de rencontrer des représentants de l'AFEAS, mouvement par excellence au Québec, de représentations de milliers de femmes très encouragées par vos agissements et par les perspectives d'avenir dans le domaine des pensions. Ces personnes m'ont posé une question et j'aimerais que vous m'en donniez la réponse. La plupart de ces dames souhaiteraient pouvoir participer au Régime des rentes du Québec en payant les cotisations.

[Translation]

Mr. Marceau: Madam Minister, in your solutions to reduce or to maintain the costs at reasonable levels, is it the policy of your department to encourage the use of volunteer associations? What role do these associations play in your department? Indeed, one of those associations has recently made representations to us; it was the Association Serena Canada that the department has helped at one time. However, it would seem that the assistance provided has decreased. And I find that rather surprising, since I wonder if the very role of those associations is not to decrease the cost of health services by their involvement over the long term. And yet, assistance to these groups is decreasing. What is the position of the department in this regard?

Madam Bégin: Our philosophy is to help in every way all volunteer organizations of a national character or its equivalent, as is the case for Serena. It is the private sector of social affairs; they are the organizations who are willing to take the risks that governments will not take, and they are always the best agents for, if I may use that expression, social change. That is our philosophy in general.

This year the main estimates provide some \$2.5 million for these associations, but I have the pleasure of announcing today I shall be back before the Committee when it studies supplementary estimates, since I have obtained an additional \$3.2 million from the Cabinet. So, all national volunteer associations who are already receiving sustaining grants, as well as those we have not been able to accommodate up to now, and there are many, will all be invited, including Serena, to present their submissions to a special committee comprising people from my department, and outside specialists, who will analyse those requests, for health and welfare moneys, compare the associations to each other, and eventually allocate these new funds, which more than double the funds previously provided. I think that most important.

Mr. Marceau: Thank you, Madam Minister.

For those of you who may be in doubt, this question was not planted! I had no prior notice of this information.

Madam Minister, much work is being done in the area of pensions; you have published some reports, and a committee is now established to look into the matter. Last weekend, I met representatives of the AFEAS, the lobby group par excellence in Quebec representing the thousands of women who are most encouraged by your efforts, and by the future opportunities in the area of pensions. They asked me a question, for which I will ask an answer from you. Most of these women would like to participate in the Quebec pension plan, by paying their contributions.